(1)

(N° 16.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 AOUT 1859.

Mesures organiques de l'enquête ordonnée par décision de la Chambre des Représentants, du 16 juillet 1859 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE LIÈGE.

MESSIEURS,

Dans tous les pays assez éclairés pour jouir d'un Gouvernement représentatif, le droit d'enquête est consacré par la Constitution.

« Il faut que les sociétés soient encore dans l'enfance ou dominées par la force brutale, pour que le détenteur du pouvoir, souverain ou prêtre, puisse se croire la science infuse et que, sans prendre la peine de s'enquérir, il dicte des lois et qu'il ordonne. Savoir douter est avoir fait un progrès en sagesse, et, dans les pays libres, on s'enquiert et l'on cherche à s'éclairer avant de prendre un parti (3). »

L'Angleterre est entrée dans la voie des enquêtes au commencement du 18^{me} siècle, et le président de la Chambre des Communes a fait, en 1831, un envoi à la Chambre des Députés de France de 486 volumes de ces documents; 359 volumes ont ensuite complété la collection jusqu'en 1847, et depuis lors, le nombre des volumes s'est annuellement accru dans la même proportion (4).

Si nous donnons ces détails, c'est pour démontrer la haute importance que le Parlement anglais a toujours attachée à l'exercice du droit d'enquête.

(1) Projet de loi, n° 7.

(2) La section centrale, présidée par M. ORTS, était composée de MM. MULLER, ERD. VANDEN-PEEREDOOM, DE LIÈGE, GUILLERY, MONCHEUR et SAVART.

(3) Horace SAY, *Dictionnaire d'économie politique*, v° ENQUÊTE.

(4) Horace SAY, *ibidem*.

En France, ce n'est guère qu'en 1835 que le droit d'initiative de la part des Chambres a été revendiqué et reconnu en cette matière.

Depuis lors, les questions relatives au monopole du tabac, à l'impôt sur les sucres, aux prohibitions de certains produits à l'entrée, et d'autres questions encore, se rattachant notamment à la vérification des pouvoirs des élus, ont été élucidées par des enquêtes parlementaires.

En Belgique, la Chambre des Représentants a décrété cinq enquêtes :

La première sur les pillages, à la demande de M. Henri De Brouckere;

La deuxième sur les désastres de la campagne de 1831, à la demande de M. Barthélemy Dumortier et autres;

La troisième, à la demande de M. l'abbé De Foere et autres, sur la situation de l'industrie et du commerce belges;

La quatrième, à la demande de M. Verhaegen, sur le tunnel de Cumplich;

Enfin, celle dont nous nous occupons aujourd'hui.

Les deux premières, par des motifs qu'il est inutile de rappeler, n'aboutirent point. On connaît les résultats de la troisième et de la quatrième.

Lorsque la commission nommée par la Chambre des Représentants fit l'enquête relative au tunnel de Cumplich, le défaut de dispositions portant des peines contre ceux dont le concours fut réclamé et qui le refusèrent, se fit sentir. Des personnes citées firent défaut; d'autres ne voulurent pas répondre.

De là est né le projet de loi dont nous nous occupons aujourd'hui.

Ce projet n'est pas sans précédent en Belgique.

Dans la session de 1831, séance du 6 octobre, notre honorable collègue, M. Barthélemy Dumortier, en sa qualité de rapporteur de la commission d'enquête sur les désastres de la campagne de 1831, déposa le projet dont la teneur suit :

« Vu l'article 40 de la Constitution.

» ART. 1^{er}. — Toute commission d'enquête siège au Palais de la Nation.

» ART. 2. — Elle peut déléguer un ou plusieurs de ses membres, à l'effet de
» procéder aux investigations des actes qu'elle juge nécessaires. Elle peut égale-
» ment déléguer, pour le même objet, des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, ad-
» ministratif ou militaire.

» ART. 3. — La commission a le droit de compulsoire dans les dépôts publics
» et dans les archives des Départements ministériels.

» ART. 4. — Tous fonctionnaires publics, de quelque ordre que ce soit, sont
» tenus de fournir, à la première réquisition de la commission, les renseigne-
» ments, communications, actes et pièces qu'elle juge nécessaires, par copie ou
» par extraits, et ce dans un délai déterminé.

» ART. 5. — Le défaut d'obtempérer à une demande de compulsoire, de ren-
» seignements ou de communications, sera passible d'une amende qui ne pourra
» excéder cent florins par jour de retard.

» Cette peine sera prononcée par la commission, parties ouïes ou dûment appe-
» lées, sans autre formalité et sans appel ni recours en cassation.

» ART. 6. — La commission fait comparaître toutes personnes qu'elle croit

- » utile d'entendre. Elle les fait citer par un huissier de la Chambre, ou par un huissier ordinaire.
- » Les indemnités payées aux témoins, en matière civile sont accordées aux personnes citées qui les requièrent.
- » ART. 7. — La Chambre peut ordonner que l'audition des témoins aura lieu sous la foi du serment, en ces termes :
 - » *Je jure (promets) de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité.*
- » ART. 8. — Toute personne citée sera tenue de comparaître et de déposer; sinon, elle pourra y être contrainte par la commission, qui, à cet effet, prononcera, parties ouïes ou dûment appelées, sans autre formalité, sans appel ni recours en cassation, une amende qui n'excédera pas cent florins, et pourra ordonner que la personne citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage.
- » ART. 9. — Le recouvrement des amendes aura lieu comme en matière pénale ordinaire.
- » ART. 10. — La commission ou ses délégués dresseront procès-verbal de leurs opérations.
- » ART. 11. — Les opérations des commissions d'enquête ne pourront être arrêtées ni par l'ajournement, ni par la clôture des Chambres.

» *Le Président*, (signé) A. GENDEBIEN.

» *Le Secrétaire*, (signé) B.-C. DUMORTIER. »

Dans sa séance du 1^{er} décembre 1831, la prise en considération de ce projet, qui était l'œuvre d'une commission dans laquelle figuraient d'honorables collègues qui sont devenus depuis des membres distingués de la Cour de cassation, fut rejetée par quarante-huit voix contre trente et une; trois membres s'abstinrent.

Le lendemain, deux membres de la commission, MM. Leclercq et Bourgeois, firent connaître à la Chambre que, par suite de cette résolution, qui rendait l'enquête illusoire, ils donnaient leur démission de membres de la commission.

Une des causes du rejet fut sans doute la situation nouvelle qui était faite à la Belgique; l'horizon politique s'était éclairci; le traité des 24 articles venait d'être adopté par les Chambres.

Plusieurs, par ce motif, d'autres parce qu'ils avaient voté contre l'enquête, d'autres enfin, par des scrupules puisés dans la Constitution, refusèrent leur adhésion au travail émané de la commission.

La Chambre verra, par la suite du présent rapport, que ces scrupules ont été reproduits, en 1859, dans les sections, et que la section centrale en a tenu compte.

EXAMEN EN SECTIONS.

La 1^{re} section appelle l'attention sur le point de savoir s'il ne serait pas préférable de formuler une loi générale concernant les enquêtes ordonnées par la Chambre, et sur la nécessité de fixer des délais pour la comparution des personnes appelées à déposer.

Elle demande s'il ne conviendrait pas de fixer un *minimum* inférieur à l'amende de 500 francs comminée par l'article 83 contre ceux qui refuseraient de déposer.

Elle a adopté le projet par cinq voix contre une abstention.

La 2^{me} section propose, par neuf voix contre trois et une abstention, de substituer au projet en discussion un projet de loi générale sur les enquêtes ordonnées par la Chambre.

Le considérant et l'article 1^{er} du projet de loi seraient en conséquence rédigés comme suit :

« Voulant, par une loi, organiser le droit d'enquête autorisé par l'article 40 de la Constitution, les Chambres ont adopté le projet de loi dont la teneur suit :

« Lorsque les deux Chambres ordonnent une enquête sur les mêmes faits, si elles trouvent convenable de la faire faire par une seule commission, chacune nomme trois membres de cette commission. Ces six membres peuvent s'en adjoindre un septième dans celle des deux Chambres désignées par le sort.

» Lorsqu'une des Chambres fait isolément une enquête, elle nomme pour faire partie de la commission le nombre de membres qu'elle juge convenable.

» La commission choisit dans son sein un président et un secrétaire. »

A l'article 2, § 1, un membre propose d'ajouter après les mots : *comme témoins ou comme experts*, ceux-ci : *sur l'objet de la mission*.

La 2^{me} section adopte cet amendement à l'unanimité.

Un membre propose de rédiger le § 2 de la manière suivante :

« Elle les invite à comparaître et les fait citer par un huissier. Le délai de la citation est d'un jour franc, sauf l'augmentation à raison des distances. »

Cet amendement est adopté à l'unanimité.

Au § 5, un membre propose la suppression du mot *secrétaire*, ce qui est adopté à l'unanimité.

Au § 4, un membre propose d'ajouter les mots suivants :

« A moins qu'il n'en ait été décidé autrement par la commission d'enquête. »

Adopté à l'unanimité.

A l'article 3, un membre propose de dire : *en matière criminelle*, au lieu de : *en matière ordinaire*.

Adopté à l'unanimité.

A l'article 4, § 2, un membre propose de faire prononcer l'amende par la commission d'enquête.

Cette proposition est rejetée par douze voix contre une.

Un membre propose de faire délivrer par le président du tribunal, le mandat d'amener.

Cette proposition est rejetée par neuf voix contre trois.

Un membre proposé de remplacer l'amende fixe par une amende de 50 à 500 francs.

Adopté à l'unanimité.

La même section demande à la section centrale d'examiner s'il ne faut pas prendre des précautions pour qu'un témoin ne puisse être obligé à déposer, sous serment, des faits qui pourraient entraîner sa culpabilité.

Elle pense qu'il serait préférable de rédiger ainsi le § 2 :

- « A défaut de comparaître, la commission peut ordonner que la personne sera
 » contrainte par corps à venir donner son témoignage. Dans ce cas, ou si le témoin
 » refuse de déposer, il sera dressé procès-verbal du défaut de comparution ou du
 » refus, et le procès-verbal sera adressé au procureur du Roi, etc. »

La section propose d'ajouter au projet les articles suivants :

ART. 7.

La commission tient procès-verbal de ses opérations.

ART. 8.

Le droit est accordé à la commission d'user de l'article 91 du Code de procédure civile.

ART. 9.

Les opérations de la commission d'enquête ne seront arrêtées ni par l'ajournement ni par la clôture de la session.

Ces articles sont adoptés par douze voix contre une.

La section attire l'attention de la section centrale sur le point de savoir s'il n'y a pas lieu de limiter la durée des enquêtes.

Le projet ainsi amendé est adopté par 10 voix contre 3 abstentions.

La 3^{me} section propose d'ajouter à l'article 1 un paragraphe ainsi conçu :

« *En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.* »

Et à l'article 3 de remplacer les mots : « *en matière ordinaire* ; par ceux-ci : « *en matière criminelle et correctionnelle.* »

La 4^{me} section propose :

1° A l'article 4, une amende de 100 francs à 500 francs au lieu d'une amende fixe de 500 francs;

2° De donner au président de la commission le droit de requérir la force publique;

3° De punir les outrages commis envers les membres de la commission, dans ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, des peines comminées par la loi contre ceux qui se rendent coupables de ces délits envers les magistrats.

Elle appelle l'attention de la section centrale sur le point de savoir s'il n'y aurait pas lieu de statuer que les décisions seront prises par la commission à la majorité absolue des voix.

Elle adopte le projet par dix voix contre une et quatre abstentions.

La 5^{me} section a décidé, comme la 2^{me}, de substituer au projet en discussion un projet de loi générale réglant les enquêtes.

Conformément à cette décision, elle supprime les considérants du projet et propose de rédiger l'article 1^{er} comme suit :

- « Lorsque l'une ou l'autre des deux Chambres aura ordonné une enquête parlementaire, autre qu'en matière agricole, industrielle et commerciale, il y sera
- » procédé de la manière suivante :
- » La commission d'enquête choisit dans son sein un président et un secrétaire. »

Elle adopte les articles 2 et 3 sans observation.

A l'article 4, un membre propose de substituer à l'amende de 500 francs une amende qui n'excéderait pas 100 francs. Cet amendement est adopté par sept voix contre quatre.

Les articles 5 et 6 sont adoptés sans observation.

Un membre propose d'ajouter à la loi un article 7, qui serait ainsi conçu :

- « Lorsque les deux Chambres auront ordonné une enquête sur les mêmes faits,
- » il sera facultatif aux deux commissions d'y procéder en commun. »

Cet article est adopté. Enfin, la section est d'avis que lorsqu'il existe des circonstances atténuantes, le droit commun devra être appliqué comme en toute autre matière spéciale.

La 6^{me} section a aussi examiné la question de savoir s'il y a lieu de faire actuellement une loi générale sur les enquêtes parlementaires.

Cette question, mise aux voix, a été décidée négativement par sept voix contre deux et une abstention.

Elle a ensuite adopté l'article 1^{er} par huit voix et une abstention.

A l'article 2, un membre propose la suppression du serment.

Cette proposition a été rejetée par huit voix contre deux.

Enfin, la 6^{me} section désire que la section centrale examine la question de savoir s'il ne faudrait pas fixer un délai très-court dans lequel l'enquête devrait avoir lieu.

DISCUSSION EN SECTION CENTRALE.

Un membre déclare que la résolution qui ordonne une enquête parlementaire sur les élections de Louvain constitue à ses yeux une faute grave, et qu'elle a tout au moins les apparences de l'esprit de parti, ce qui empêchera ce membre de coopérer en quoi que ce soit aux mesures destinées à faire exécuter cette résolution.

Il votera donc contre l'ensemble du projet de loi proposé à cet effet.

Toutefois, fidèle au mandat qu'il a reçu de sa section, il engage la section centrale à dépouiller du moins le projet de loi destiné à armer la commission d'enquête sur les élections de Louvain, du caractère de décret spécial et pour ainsi dire personnel qu'il revêt.

Il pense que la loi organique des mesures d'après lesquelles la future commission d'enquête pourra agir, doit être une loi générale, une loi ordinaire, s'appliquant à tous les cas semblables.

La majorité de la section centrale doit protester contre de semblables allégations. Elle ne répétera pas les motifs qui ont donné lieu à la mesure, mais elle croit que si l'esprit de parti n'aveuglait pas les hommes les plus recommandables par leurs talents et leur caractère, l'honorable auteur de ces observations aurait dû reconnaître la gravité des faits articulés contre l'élection de Louvain.

La majorité, que l'on accuse, n'a-t-elle pas annulé, il y a peu d'années, une élection dans une autre province, où il est prouvé aujourd'hui par le témoignage d'un membre qui siégeait à la droite, que les faits reprochés contre cette élection avaient été pratiqués maintes fois?

L'indulgence dont nous aurions usé, quant aux faits dénoncés à Louvain, n'eût-elle pas été une injustice envers celui que nous avons antérieurement dépossédé?

La Chambre, au surplus, peut-elle être accusée de précipitation, d'injustice, lorsqu'elle se borne à prendre les moyens de s'éclairer.

Dans tous les pays constitutionnels, on a réprimé les abus commis dans les élections.

En Angleterre, sous Georges III, la Chambre des Communes, sur la pétition d'un candidat malheureux, prononça non-seulement l'annulation de l'élection du bourg de Criclade, mais encore la déchéance des droits de franchise de ce bourg, et la proposition, portée à la Chambre des Lords et vivement appuyée par le duc de Richmond et ses amis, fut confirmée par plus des deux tiers des voix.

Sous Georges IV, une pétition dans laquelle on signalait des abus, avait été présentée contre les élections de Penryn.

Un bill fut introduit pour éviter le retour de semblables abus électoraux dans ce bourg.

Lord J. Russell proposa un amendement tendant à ce que « ce bourg fût déchu à l'avenir du droit d'envoyer des députés au Parlement. »

M. Canning s'y opposa, disant que les faits prouvés n'étaient pas suffisants pour justifier une mesure extrême; mais l'amendement, soutenu par lord Brougham et autres, fut adopté à la majorité de cent vingt-quatre voix contre soixante-neuf.

Nous n'en dirons pas davantage sur une mesure que nous croyons ratifiée par l'opinion publique; il nous reste à examiner les graves questions que le projet a soulevées.

Les Chambres ont-elles le droit de prendre seules les mesures nécessaires pour organiser l'enquête?

Peuvent-elles, en l'absence d'une loi, introduire des dispositions pénales dans le règlement qu'elles feraient à ce sujet?

Peuvent-elles donner à la commission d'enquête le droit de prononcer ces peines?

S'il faut une loi, doit-elle être générale pour toutes les enquêtes à faire, ou spéciale pour les élections qui ont eu lieu dernièrement à Louvain?

Des doutes se sont élevés sur la question de savoir si les Chambres ont le droit d'introduire des dispositions pénales dans le règlement à faire pour organiser une enquête, et si la commission nommée pourrait les appliquer.

Ces doutes se sont traduits par un amendement au préambule du projet, qu'un membre de la section centrale a proposé de rédiger comme suit :

« Vu les articles 40 et 46 de la Constitution;

» Considérant que si la Constitution donne à chaque Chambre le droit d'enquête et le pouvoir d'organiser seule l'exercice de ce droit, la circonstance que

» l'enquête actuelle doit être simultanée nécessite la présentation d'un projet de loi;

» Vu la résolution, etc.

Le reste comme au projet.

Un autre membre a prétendu que les droits des Chambres seraient suffisamment sauvegardés en disant :

« Vu les articles 40 et 46 de la Constitution, » sans ajouter le reste de l'amendement.

Ce sous-amendement a été adopté par six voix contre une.

L'amendement avait réuni trois voix contre trois; un membre s'était abstenu.

La section centrale a reconnu unanimement que l'enquête à faire étant simultanée, il convient de la régler par une loi. Nous ne croyons pas devoir énumérer les motifs d'une opinion qui touche aux prérogatives de la Chambre, que tous nous voulons conserver intactes.

D'accord sur ce point, la section centrale a examiné la question de savoir si elle proposerait une loi générale ou une loi spéciale. Deux membres ont demandé que la loi fût générale.

Ils croient que le moment est favorable pour régler, par une loi, le droit d'enquête, les trois branches du pouvoir étant d'accord pour faire une loi pour la mise en pratique de l'article 40 de la Constitution.

L'un de ces honorables membres pense que le projet en discussion doit se dépouiller du caractère de décret spécial et pour ainsi dire personnel qu'il revêt.

Un autre membre de la section a répondu que le projet n'avait nullement le caractère de décret personnel; qu'aucune attaque, aucune insinuation même contre les élus de Louvain ne s'était produite ni dans les commissions de vérification de pouvoir; ni au Sénat, ni à la Chambre, ni dans les sections, ni en section centrale; mais qu'il était évident que le temps manquait pour faire une bonne loi organisant le droit d'enquête; qu'un projet de cette importance devait être étudié et mûri; qu'il serait longuement discuté; que la majorité de la Chambre tenait à ne retarder la solution des questions relatives aux élections de Louvain par aucune mesure qui pourrait paraître inutile.

Qu'une commission de légistes et de jurisconsultes distingués s'occupait de la révision du Code pénal; qu'elle pourrait être utilement saisie d'un projet de loi qui contiendrait des dispositions sanctionnant celles d'un règlement à formuler préalablement par la Chambre et le Sénat.

Faire une loi générale sous l'impression des faits qui nous sont signalés, ce serait au moins s'exposer à la rendre défectueuse, insuffisante ou incomplète.

La proposition d'une loi générale, mise aux voix, a été rejetée par cinq voix contre deux.

La section a ensuite passé à l'examen de l'article 1^{er} du projet.

Un membre a proposé l'amendement suivant :

« La commission siégera au palais de la Nation à Bruxelles. »

Cet amendement, mis aux voix, n'a pas été adopté; la section centrale croit que la commission d'enquête ayant pour but d'éclairer la Chambre, doit rester parfaite-

ment libre dans l'exercice de sa mission; que c'est à elle à choisir le lieu le plus propre à atteindre son but; qu'elle ne doit pas être liée à cet égard.

Un autre membre a proposé un amendement ainsi conçu :

« Les personnes à charge de qui sont cités, dans les dénonciations ou plaintes, les faits donnant lieu aux informations, ont le droit d'assister à celles-ci, et de faire entendre par la commission d'enquête les témoins qu'elles désigneront. »

Cet amendement a été rejeté par six voix contre une.

Il était basé sur ce que personne ne doit être condamné sans être entendu.

Or, personne n'est ici en cause. Il ne s'agit pas de juger et de condamner des individus accusés, l'élection seule est en litige.

S'il résulte d'un témoignage que l'honneur ou la délicatesse d'un électeur est inculpée, cet électeur pourra se défendre.

La commission nommée se gardera de méconnaître le principe d'éternelle justice que l'on invoque.

Une discussion publique à la Chambre suivra, du reste, le travail de la commission. Dans cette discussion, on ne manquera pas de faire valoir tous les moyens que l'on trouvera bons en faveur des élections de Louvain, et de défendre ceux qui auraient été inculpés.

Après ces observations, l'article 1^{er} a été adopté.

L'article 2 ayant été mis en discussion, un membre a proposé de remplacer les articles 2 à 5 par les suivants :

ART. 2. Les pouvoirs accordés aux magistrats instructeurs et aux présidents des Cours d'assises par le Code d'instruction criminelle, appartiennent à la commission d'enquête et à son président.

ART. 3. Les témoins, les experts et les autres personnes, dont le concours peut être exigé ou requis en matière criminelle, sont soumis, devant la commission d'enquête, aux mêmes obligations que devant les cours d'assises, et passibles des mêmes peines en cas d'infraction ou de refus.

ART. 4. Les indemnités seront réglées par le tarif en vigueur devant les cours d'assises.

ART. 5. L'offense envers les membres de la commission et la subornation de témoins sont punies des peines prévues par les articles 222, 223, 228, 231 et 365 du Code pénal.

ART. 6. Les peines encourues seront appliquées par les tribunaux ordinaires, auxquels la commission renverra les procès-verbaux constatant les délits.

Ces articles, qui rendent le projet plus complet, ont successivement été adoptés à l'unanimité.

Il en a été de même de l'article 6 du projet (qui devient l'article 7).

L'ensemble du projet amendé, mis aux voix, a été adopté par 6 voix contre une.

Le Rapporteur,

DE LIÈGE.

Le Président,

AUG. ORTS.

PROJETS DE LOI.

Projet présenté par le Bureau de la Chambre.

ARTICLE PREMIER.

La commission d'enquête est composée de six membres dont trois nommés par le Sénat et trois nommés par la Chambre des Représentants.

La commission choisit dans son sein un président et un secrétaire.

ART. 2.

La commission fait comparaitre toute personne qu'elle croit utile d'entendre comme témoins ou comme experts.

Elle les fait citer par un huissier ou tout autre agent de la force publique.

Les cédules sont signées par le président ou par le secrétaire de la commission.

Les témoins et les experts prêtent le serment exigé par la loi en matière criminelle.

ART. 3.

Les indemnités allouées aux témoins et aux experts en matière ordinaire sont accordées aux personnes citées qui les requièrent.

ART. 4.

Toute personne citée est tenue de comparaitre et de déposer.

A défaut de comparaitre ou en cas de refus de déposer, la commission peut ordonner que la personne citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage; si le témoin refuse de déposer, il sera dressé procès-verbal de son refus et le procès-verbal adressé au procureur du Roi compétent pour requérir la condamnation par le tribunal correctionnel à l'amende de 500 francs.

Projet de la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre).

ART. 2.

Les pouvoirs accordés aux magistrats instructeurs et aux présidents des cours d'assises par le Code d'instruction criminelle, appartiennent à la commission d'enquête et à son président.

ART. 3.

Les témoins, les experts et les autres personnes, dont le concours peut être exigé ou requis en matière criminelle, sont soumis, devant la commission d'enquête, aux mêmes obligations que devant les cours d'assises, et passibles des mêmes peines en cas d'infraction ou de refus.

ART. 4.

Les indemnités seront réglées par le tarif en vigueur devant les cours d'assises.

Projet présenté par le Bureau de la Chambre.

Projet de la Section centrale.

ART. 5.

Le coupable de faux témoignage sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans.
Le coupable de subornation sera passible de la même peine.

ART. 6.

La commission ne peut opérer ou délibérer valablement que lorsque les deux tiers de ses membres au moins sont réunis.

ART. 5.

L'offense envers les membres de la commission et la subornation de témoins sont punies des peines prévues par les articles 222, 223, 228, 234 et 365 du Code pénal.

ART. 6.

Les peines encourues seront appliquées par les tribunaux ordinaires, auxquels la commission renverra les procès-verbaux constatant les délits.

ART. 7.

(Comme ci-contre).